

21 décembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République à la communauté française en Côte d'Ivoire

Mesdames, Messieurs les Ministres,
Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames et Messieurs les Conseillers consulaires,
Monsieur le Consul général,
Monsieur le Commandant des forces françaises en Côte d'Ivoire,
Mesdames et Messieurs,
Mes chers compatriotes,
Chers amis,

Je suis très heureux de vous retrouver, merci avant toute chose à monsieur l'Ambassadeur et son épouse pour leur accueil dans cette maison de la République et dans ce lieu qui nous rassemble à tous égards. Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui à la Résidence de France à Abidjan deux ans après ma première visite en Côte d'Ivoire. C'était en effet en novembre 2017, mais à l'occasion d'un sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine. Alors, je veux vous dire quelques mots de ce voyage et puis vous dire quelques mots de vous, de nous et de ce que j'entends continuer de faire, grâce à vous et par votre truchement.

Après l'accueil amical et chaleureux du Président OUATTARA hier, ma première soirée a été hier pour nos militaires. Des forces françaises en Côte d'Ivoire dont je salue ici une délégation présente. J'ai souhaité être parmi eux pour leur redire de vive voix le soutien, la reconnaissance de la Nation toute entière dans l'accomplissement de leur mission. Je sais combien celle-ci est difficile et nous l'avons vu par les échanges hier soir. Ils l'effectuent avec abnégation, parfois au prix du sacrifice ultime. Et malheureusement, les derniers événements au Mali nous l'ont encore montré. Nos soldats, dans le cadre de la base opérationnelle avancée ici en terre ivoirienne sont un maillon de notre engagement non seulement dans le Golfe de Guinée mais aussi au Sahel, contre le terrorisme.

C'est aussi dans cet esprit que je serai à Bouaké où avec le Président OUATTARA, nous rendrons hommages aux 9 militaires français qui ont également payer de leur vie leur engagement pour la paix. C'était lors du bombardement du lycée Descartes, le 6 novembre 2004. La France et la Côte d'Ivoire ne l'ont pas oublié.

Chers compatriotes, je veux ici réaffirmer de manière très claire et solennelle la détermination qui est la nôtre à assurer d'abord la sécurité de tous ces ressortissants, ici, en France, cela va sans dire, et partout où nous avons des Françaises et des Français, qui est un impératif qui ne souffre d'aucun compromis. C'est ce que permettent nos forces françaises ici positionnées. C'est ce que nous améliorons encore avec la mise en place à Abidjan de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme, qui constitue une manifestation concrète de cet engagement. Il s'agira de former en Côte d'Ivoire les forces spécialisées de l'ensemble de l'Afrique et peut-être au-delà. Ainsi, nous serons collectivement mieux armés dans la lutte contre le terrorisme qui nous concerne tous, de Grand-Bassam à Nice, sans exception.

Cette lutte, nous la poursuivrons au Sahel et je sais combien nos forces françaises positionnées en Côte d'Ivoire y jouent un rôle important. Nous l'avons vu, qu'il s'agisse des missions Voix sacrées ou Cobra. Et je veux ici vous redire ma détermination de poursuivre ce combat. Nous avons eu des pertes. Nous avons aussi des victoires. Ce matin, grâce à l'engagement de nos soldats et de l'opération Barkhane, nous avons pu neutraliser dans la région de Mopti 33 terroristes, faire un prisonnier et libérer deux gendarmes maliens qui étaient jusqu'alors pris en otage. Ce succès considérable, c'est l'engagement de nos forces, c'est le soutien que nous apportons au Mali, à la région, à notre propre sécurité.

Depuis mon arrivée sur le sol ivoirien, hier, j'ai pu constater une nouvelle fois la qualité et la densité des relations entre la France et la Côte d'Ivoire. Le symbole et la vitalité de cette relation, sa modernité aussi, c'est vous. Les 22 000 Françaises et Français élus, Consuls honoraires, associations, ONG, conseillers du commerce extérieur, Chambre de commerce, cercles d'affaires, volontaires, étudiants, écrivains, écoliers. Avec une progression de 25 % en 5 ans, vous êtes l'illustration du dynamisme de notre relation bilatérale. Binationale à moitié, vous incarnez mieux que tout autre discours, ce lien si fort entre nos deux pays.

La France demeure grâce à vous, à travers vous, un

partenaire privilégié de la Côte d'Ivoire dans bien des domaines : l'économie, l'éducation, la culture, la santé, le sport, l'énergie, la ville durable. Je ne vais pas ici détailler l'ensemble de ces domaines. Je veux en évoquer juste quelques-uns rapidement.

D'abord, le domaine économique. La Côte d'Ivoire est notre deuxième marché et notre troisième fournisseur en Afrique subsaharienne. Porté par près de 250 filiales françaises, 600 entreprises de droit ivoirien, cette relation constitue environ 30 % du PIB Ivoirien. Et je veux rendre hommage ici aux acteurs français locaux qui sont présents, publics et privés, qui concourent au quotidien, au dynamisme de notre communauté d'affaires dans un environnement qui est de plus en plus concurrentiel, de plus en plus stable et sûr. Chers compatriotes, vous êtes là aussi à cet égard la fierté de la France. C'est vous qui gagnez à l'étranger nos points de croissance avec détermination et respect pour le partenaire ivoirien. Ce respect, c'est aussi notre marque de fabrique, et ce qui nous différencie de beaucoup de nouveaux investisseurs parce que nous avons su apprendre aussi du passé. Je sais la formule souvent utilisée ici : "choisir une entreprise française, c'est aussi choisir la Côte d'Ivoire". Et c'est la vérité. Car ici, nos entreprises françaises sont composées à 90 % de cadres ivoiriens jusqu'au PDG. Car ici, vous vous engagez systématiquement avec des sous-traitants ivoiriens, car ici, "nous sommes ensemble" selon cette belle formule ivoirienne. Et je crois très profondément que c'est une condition aujourd'hui d'un succès durable en Côte d'Ivoire et partout en Afrique. C'est ce qui nous différencie de nombreux autres investisseurs qui peuvent parfois paraître plus séduisants à court terme, mais qui oublient cette grammaire et ses fondamentaux. C'est la bonne approche. Et je crois que savoir conquérir des marchés, mais réaliser des projets avec les Ivoiriennes et les Ivoiriens et bien les réaliser est notre marque de fabrique.

Je sais aussi que dans ce contexte, les VIE, les VSI jouent un rôle ô combien important. Ils sont aujourd'hui 120, je souhaite que nous les portions à 200. Nous en avons la possibilité. Nous y apporterons là aussi les financements et l'engagement. La délégation d'entreprises qui m'accompagnent et le Ministre ici présent aussi, allant des grands groupes aux start up, en passant par des entreprises de taille intermédiaire et les PME, illustre d'ailleurs le dynamisme, la diversité de cette relation économique. Et je me réjouis que ce déplacement soit aussi l'occasion pour certaines entreprises ici présentes de lancer plusieurs initiatives qui sont structurantes. Nos premiers démonstrateurs de la ville durable avec la perspective du sommet Afrique-France de Bordeaux en juin prochain, le club sport et les initiatives financées ce matin, nous l'avons vu avec la ministre pour valoriser le savoir faire français avec l'Agora Koumassi où nous étions il y a quelques instants.

Ensuite, nous sommes un partenaire privilégié dans le domaine de l'enseignement. Le réseau scolaire français bénéficie d'une très forte attractivité, avec une croissance de 34 % des effectifs depuis 2014. Au fond, vous avez anticipé très clairement la volonté et les annonces que j'avais faites de doubler les effectifs dans les établissements scolaires français à l'étranger d'ici à 2030. La mobilisation de 25 millions d'euros supplémentaires pour 2020 au budget de l'AEFE constitue une manifestation concrète de cette ambition. Nous serons au rendez-vous. Nous avons profondément réformé cette structure. Les ministres des Affaires étrangères et de l'Education nationale ont porté et préparé une réforme courageuse. Le secrétaire d'Etat a déployé son énergie à travers nombre de communautés, tout le réseau pour l'expliquer et la porter. Et je sais que beaucoup de mesures sont importantes, cet engagement budgétaire que je rappelais pour 2020 et la suite, mais aussi la simplification, en particulier des détachements. Je sais combien souhaitent rejoindre plus rapidement nos établissements scolaires, combien les contraintes étaient importantes. C'est aussi l'engagement pris et ce que nous allons assurer in concreto.

L'éducation, c'est aussi évidemment le hub franco-ivoirien pour l'éducation qui illustre pleinement l'engagement à rendre l'enseignement supérieur français accessible à davantage d'étudiants africains. Et en changeant là aussi profondément la grammaire dans laquelle nous étions jusqu'alors. Jusqu'alors, on avait, il faut bien le dire, une relation post-coloniale avec l'enseignement supérieur, comme on dit souvent en Afrique. On accueillait tous les jeunes Africains qui voulaient faire des études supérieures mais en France, sans que ça ait le moindre coût, ce qui n'est pas le cas de l'éducation et de l'enseignement supérieur, mais en considérant que notre devoir n'était pas d'aider à développer l'enseignement supérieur ici, en Côte d'Ivoire, mais aussi au Sénégal ou ailleurs. Ce que nous avons fait est une réforme profonde : commencer à faire payer l'enseignement supérieur, ce qui est juste 10 à 20 fois moins que ce qu'ils font payer ailleurs dans le monde, je tiens à rassurer chacun, développer les bourses et Campus France, avec d'ailleurs la démonstration que sa stratégie était la bonne quand je vois ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire, doublement des demandes de bourses. Ceux qui sont prêts à payer payent une éducation parce qu'ils considèrent que c'est normal, ceux qui sont méritants et peuvent accéder à ces bourses les demandent. Mais c'est aussi et surtout de développer des partenariats et des programmes croisés pour pouvoir étudier, tout au moins dans le premier cycle universitaire, dans son pays, ce qui est la forme, je dirais la plus élémentaire d'une émancipation. Je me félicite que ce hub regroupe aujourd'hui près de

90 formations diplômantes conjointes dans des secteurs variés, adaptés aux besoins de l'économie ivoirienne. À terme, l'établissement d'une ou plusieurs grandes écoles françaises est également envisagé, et c'est l'avenir car nous avons la fierté d'accueillir en France des étudiants africains, mais nous voulons aussi avoir la fierté d'aider à les former. Quand on a plus des trois quarts de la population ivoirienne qui a moins de 35 ans, on voit le défi démographique qui est ici présent et la responsabilité qui est la nôtre.

Je pourrais continuer sur nombre de secteurs, mais je veux en citer un autre, entre autres, celui de la santé. Nous allons, cet après-midi, avec la ministre, porter un engagement français à la fois bilatéral et multilatéral qui a donné l'occasion de nous engager lors du dernier sommet de Lyon avec le Fonds mondial, c'est l'engagement aussi qu'Unitaid porte : lutter contre ces grandes pandémies qui ont profondément touché tous nos peuples et qui touchent très profondément tout particulièrement le continent africain, le sida, la malaria, la tuberculose. La France a profondément réinvesti dans le Fonds mondial, porte une action de prévention, de traitement, de développement, et nous serons, cet après-midi, aux côtés de nos partenaires ivoiriens pour consolider une relation à la fois bilatérale portée par l'Agence française de développement et multilatérale avec l'action du Fonds mondial, que nous avons contribué à refinancer et dont nous avons porté les engagements de la communauté internationale à 14 milliards de dollars. C'est un engagement essentiel, là aussi, qui scelle ce partenariat, porté par beaucoup de chercheurs, d'académiques, d'entreprises et de start-ups, je sais, ici présentes.

La culture, évidemment, tresse aussi notre relation, et je me félicite que des écrivains, scénaristes, réalisateurs, chanteurs, galeristes puissent ici, soit en m'accompagnant soit en faisant vivre cette relation tout au long de l'année, faire croiser nos imaginaires. Je le dis et je le crois très profondément, c'est essentiel que nos pays et nos peuples continuent de mieux se connaître, mais également de tresser des projets communs, qu'il s'agisse de productions cinématographiques, qu'il s'agisse d'expositions des peintres ou des sculpteurs ou de projets d'urbanisme. C'est d'ailleurs ce qui sera au cœur de notre saison culturelle, qui commencera en juin prochain, avec un engagement de nos artistes, des artistes africains et une présence que je veux massive dans tous les lieux de l'excellence française des artistes africains et de cette nouvelle génération. Nous en avons besoin. L'Afrique en a besoin et la France a besoin de mieux le connaître, les binationaux comme les enfants issus de l'immigration en France aussi le veulent. Mais surtout, nous avons à continuer à bâtir dans cet entrelac, et cet esprit, c'est celui que nous avons porté ce matin à Koumassi. Qu'il s'agisse du sport, de l'éducation, de la culture, la France a un rôle essentiel à jouer pour aider à l'émancipation de la jeunesse africaine et bâtir une relation nouvelle, totalement à la fois dépassionnée et décomplexée avec le continent africain, et tout particulièrement avec la Côte d'Ivoire. La présence de plusieurs ministres à mes côtés témoigne de l'engagement de tout le Gouvernement dans cette ambition. La ministre des Armées, Florence PARLY, qui continuera ensuite avec moi au Niger aux côtés de nos soldats, la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès BUZYN, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno LE MAIRE, la ministre des Sports, Roxana MARACINEANU et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Jean-Baptiste LEMOYNE, illustrent la richesse de ce partenariat et la force de notre engagement.

Mes chers compatriotes, vous voyez au travers de ces quelques exemples que la France demeure un partenaire essentiel de la Côte d'Ivoire dans une relation renouvelée, respectueuse, et dans le sens de nos intérêts partagés. J'en suis d'autant plus fier qu'elle se développe dans un contexte de grande ouverture et de compétition. Il ne s'agit pas d'un héritage mais bien de la reconnaissance d'une valeur ajoutée et de la force de ce que vous représentez et portez au quotidien. Cette reconnaissance se traduit notamment par un désir de France des Ivoiriens, qui ne cesse de croître, si j'en juge par une demande de visas toujours plus importante, avec une hausse de 31 % lors des 2 dernières années, et où 80 % des visas sollicités pour l'espace Schengen sont reçus en France. Avec un taux de délivrance de 70 % des visas sollicités, nous facilitons la mobilité légale de ceux qui concourent à renforcer les liens entre nos deux pays, et nous renforçons aussi la lutte contre l'immigration irrégulière. C'est cet en même temps auquel je crois très profondément: permettre à tous les talents, aux étudiants, aux femmes et hommes de culture, aux militaires, aux entrepreneurs, aux académiques de voyager plus simplement, en arrêtant les visas de 6 mois quand on sait qu'on les renouvellera systématiquement tous les 6 mois pour passer au visa de 5 ans, en simplifiant les procédures, et de l'autre côté, lutter plus efficacement contre l'immigration illégale. Lorsque j'ai été élu Président de la République, on ne délivrait quasiment plus de laissez-passer consulaire entre nos deux pays. Les choses ont repris aussi pour clarifier, lutter contre l'immigration illégale parce qu'elle exploite les rêves et parce qu'elle enrichit des trafiquants à qui nous ne devons rien.

Très chers compatriotes, par ma voix, je souhaite vous assurer que la France est à vos côtés et connaît vos préoccupations. Le versement de 3 millions d'euros de bourses scolaires au profit de plus de 850 enfants français issus de familles modestes ou défavorisées dans différents établissements en Côte d'Ivoire est l'une des manifestations de cette solidarité nationale. Notre pacte républicain est le garant de cette solidarité nationale agissante. Pour qu'elle soit efficace, il faut toutefois veiller à ce qu'elle fonctionne dans les deux sens. Si elle permet de recevoir, c'est parce qu'elle permet aussi à tous de contribuer à la hauteur de leurs moyens. C'est tout le sens de la fiscalité, cet outil redistributif au service de l'égalité entre citoyens, et c'est pourquoi, en décidant de nous donner du temps pour la réforme de la fiscalité des non-résidents, il était aussi indispensable

de la faire évoluer, parce qu'il est légitime de demander des droits mais on ne peut pas demander des droits sur compte de tiers. Les droits, c'est toujours la communauté nationale qui les délivre. Et donc le moratoire et l'étude d'impact qui sera menée en 2020 permettront de trouver le bon cap et la bonne adaptation à ces évolutions.

Je sais aussi votre inquiétude sur certains sujets qui sont très particuliers et ne touchent que les Françaises et les Français expatriés, en particulier vous qui vivez ici. C'est le sujet de la débancaisation, et tout particulièrement de la débancaisation par des banques françaises. Je vous le dis très sincèrement, cette situation est inacceptable. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre Bruno LE MAIRE, qui m'accompagne, non seulement de trouver une solution mais de convoquer à cette fin les banques françaises, qui sont heureuses à juste titre de trouver l'Etat français pour les accompagner dans les projets à l'étranger, pour trouver des beaux projets de financement, pour les accompagner. Il est anormal que les Françaises et les Français ici soient amenés à aller vers des banques étrangères parce qu'ils sont abandonnés par les banques françaises.

Je ne peux terminer ce propos sans citer le dévouement de nos consuls honoraires, de nos chefs d'îlots, relais précieux au profit de notre communauté. Je tiens aussi à rappeler qu'en mai prochain, vous aurez à élire vos nouveaux conseillers consulaires, et je vous engage à aller voter, à apporter ainsi votre contribution à l'enracinement des valeurs républicaines et la vitalité de ce que vous représentez, de ce que nous portons.

Chers compatriotes, chers amis, je sais que les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, prévues à la fin de l'année 2020, suscitent parmi vous des interrogations, peut-être chez certains des appréhensions. Je suis pour ma part confiant, confiant dans la volonté et la capacité du peuple ivoirien à franchir dans la paix cette étape importante pour la démocratie ivoirienne. La Côte d'Ivoire doit continuer d'ouvrir de nouvelles pages prometteuses et demeurer un modèle pour le continent. Je sais qu'elle en est capable et qu'elle en a la force, et nous ferons à notre place tout ce qui aidera à aller en ce sens. Je souhaite que notre relation avec la Côte d'Ivoire continue d'être un exemple, exemple de ce partenariat renouvelé que la France a noué avec l'Afrique, que nos échanges, qui reposent sur des valeurs communes, restent tournés vers l'avenir. Ensemble, par nos liens humains tissés entre Français et Ivoiriens, je veux que nous continuions à encourager cette Afrique jeune, dynamique, ambitieuse, celle que vous portez et que vous représentez. Je vous en remercie.

Vive la Côte d'Ivoire, vive la République, vive la France.